

11,2 millions d'euros :
Nouveau jackpot pour
Carlos Ghosn en 2012

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 14 mai 2013

Somptueux cadeaux entre amis

Samedi dernier, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Notre-Dame-des-Landes contre le projet de construction d'un aéroport. Ce dernier est sans intérêt pour la population vu qu'il existe déjà un aéroport près de Nantes dont le trafic maximal est loin d'être atteint.

« L'Ayraultport », comme l'ont surnommé les opposants, porte bien son nom. C'est le Premier ministre, hier maire de Nantes, qui en est un des instigateurs.

La construction et la gestion reviennent à Vinci, trust français du béton, maître en captation de fonds et marchés publics : autoroutes, parkings, aéroports, lignes à grande vitesse, services de propreté des villes... Le contribuable financera au minimum près du quart du chantier de Notre-Dame-des-Landes.

Les collectivités locales ont voté un prêt au groupe de plus de 115 millions d'euros remboursable si... Vinci fait plus de profits que prévu. Évidemment, il a vu large ! Pour couronner le tout, Vinci tirera bénéfice de l'exploitation du site pour les 55 ans à venir.

Les paradis de Vinci et Veolia

L'Ayraultport n'est ni une exception, ni une spécificité française ; c'est la règle dans le système capitaliste. Bouygues, Eiffage et bien d'autres se partagent le gâteau.

Sans oublier les géants de l'eau – Veolia, Suez et La Lyonnaise des Eaux – qui gèrent les réseaux d'eau de l'écrasante majorité des villes. Jouissant de leur situation de quasi-monopole, ils transforment l'eau en surprofit en rançonnant la population.

Pourtant, préserver une gestion publique de l'eau serait bien moins coûteux pour les usagers et les municipalités. Mais il s'agit là de cadeaux aux grands groupes capitalistes, qu'ils soient offerts par de petits notables de conseil municipal ou de grands valets de ministère. Le capital dévore les services publics, grâce aux liens étroits (légaux et illégaux) entre potentats politiques et trusts industriels.

Et ce, au-delà des frontières. Vinci sévit en Russie où il construit un axe routier dans une zone occupée par des contestataires à la manière de Notre-Dame-des-Landes. Comme dans le cas nantais, le bétonneur bénéficie de la police nationale pour réprimer les opposants.

De même, Veolia opère dans 77 pays et se sert de la police de ces différents pays pour étouffer les révoltes locales contre ses tarifs prohibitifs. En leur cédant des bouts de services publics tout en les subventionnant, les États transfèrent chaque année une grande part des richesses des mains de la population à celles des grands actionnaires

qui possèdent ces entreprises.

Des milliards pour quelques-uns. Les licenciements, les suppressions de postes et les attaques contre les retraites pour tous les autres.

Pour se justifier, les politiciens n'ont qu'un mot à la bouche : l'emploi. Mais l'Ayraultport n'offrira pas plus d'emplois que l'actuel aéroport nantais. Et on ne compte plus les plans de licenciements dans des entreprises subventionnées et repues de marchés publics. Veolia a annoncé la suppression de 1 500 emplois en France. Les ouvriers de Citroën Aulnay en grève contre la fermeture de leur usine n'ont droit qu'aux gaz lacrymogènes quand l'État garantit 7 milliards d'euros à leur patron licencier.

Ayrault a osé déclarer que l'austérité est une « une invention de propagande ». Pour les infirmières et aides-soignantes qui ont battu le pavé parisien dimanche dernier, l'austérité a l'odeur bien réelle des suppressions de postes et de lits d'hôpitaux ainsi que des fermetures d'hôpitaux de proximité.

D'un côté des milliards de cadeaux sous forme de contrats, de subventions et de dégrèvements fiscaux. De l'autre des suppressions de postes dévastateurs pour les services publics, le feu vert aux plans de licenciements et une nouvelle attaque en vue contre nos retraites. Il faudra bien se mettre tous ensemble pour riposter.

VERSEZ A LA COLLECTE

L'Étincelle vous plaît ? Alors soutenez-la en donnant à la collecte qui a lieu ce matin devant les tourniquets.

L'occasion aussi de discuter et de recueillir vos avis sur le bulletin...

G. le millionnaire

Ghosn a touché 11,2 millions d'euros de salaires pour l'année 2012 : 8,93 millions de Nissan (année fiscale 2012-2013) et 2,24 millions de Renault (1,23 millions en part fixe et 1,01 en part variable).

Cette somme exclut les 30 % de sa part variable qui lui sont retenus jusqu'en 2016 (430 000 €). Mais avec 11,2 millions d'euros de revenus, le PDG peut bien se permettre cette fantaisie.

Part variable de Ghosn : le retour

Les membres du Conseil d'Administration de Renault ont décidé de relever de 30 % le plafond de la part variable de Carlos Ghosn pour l'exercice 2013, l'élevant de 150 à 180 % de sa part fixe.

Conclusion : les 30 % de part variable que Ghosn ne touchera pas cette année, il les regagne déjà l'an prochain. Et il les retouchera en 2016. A quand une conférence de presse pour l'annoncer !?

+10% d'AGS pour les ouvriers de Dacia

Après la grève des ouvriers de Pitesti des 20 et 21 mars dernier, le syndicat unique SAD (qui s'était désolidarisé de la grève, déclarée illégale) et la direction de Dacia ont signé le 16 avril un accord portant notamment sur des augmentations de salaire.

A partir de mai 2013, les ouvriers toucheront 50 € (220 lei) de plus par mois, soit +10 % d'AGS pour un salaire moyen ouvrier de 460 € (2000 lei). Les ETAM et les cadres de base toucheront 25 € d'AGS et 5 % en moyenne d'Augmentation Individuelle (AI), et les cadres supérieurs 6 % d'AI. La prime sur les résultats 2012 sera de 390 € (1 680 lei brut), au lieu de 204 € prévus initialement par la direction.

Ce ne sont pas encore les 25 % d'augmentation revendiqués par les salariés (plus 360 € de prime), mais la grève a fortement pesé dans ces négociations.

Grève surprise à AvtoVAZ

70 travailleurs de l'usine AvtoVAZ de Togliatti, en Russie, se sont mis en grève dans la nuit du 5 au 6 avril dernier. A l'origine de leur colère, la baisse de leur salaire de mars de 20 000 à 11 000 roubles (soit de 490 à 270 €), conséquence d'une nouvelle organisation du travail qui supprime des primes. Mais le salaire n'a été que le détonateur. Conditions de travail dangereuses, flicage permanent : c'est le quotidien du travail sur chaîne à Togliatti qui s'est dégradé fortement depuis l'arrivée de Renault, que décrivent ces grévistes.

A leur demande d'augmentation, la direction a répondu : « Si les ouvriers voulaient une augmentation, ils feraient grève. Mais il n'y a pas de grève, donc ils ne veulent pas d'augmentation ». Pas de grève ? Et pour cause : suite à celle-ci, la direction a procédé à une quinzaine de licenciements déguisés en départs « volontaires ». Révoltant !

Marronnier de printemps

Trop de ponts au mois de mai ? Certains éditorialistes et politiciens se plaisent à le répéter. Oubliant de rappeler, par exemple, que le lundi de Pentecôte est pris à Renault sur les congés, journée de solidarité oblige.

Profiter du beau temps, de sa famille, de ses amis, ou juste ne rien faire ? Inconcevable pour ceux qui ne voient l'utilité des hommes que s'ils sont « productifs ». Comme Prévert, répondons-leur qu'avec le beau temps, « c'est plutôt con de donner une journée pareille à un patron » !

Renault SA : république bananière

12 des 17 résolutions soumises aux votes de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril ont été approuvées à plus de 96 %, dont 8 à plus de 99,2 % ! 4 résolutions portant sur la nomination ou le renouvellement d'administrateurs ont recueilli entre 83 et 86 % : une petite méfiance adressée aux administrateurs représentant l'Etat et les salariés.

Celle sur l'octroi d'actions gratuites aux salariés et dirigeants de l'entreprise a eu le score le plus faible : 80 %. Mais ce n'est pas vraiment la révolte. Bref, un bel unanimité à faire pâlir d'envie n'importe quelle autocratie.

Un actionariat salarié sans pouvoir

Lors des questions-réponses de l'Assemblée des actionnaires, un petit actionnaire est intervenu pour protester contre le double salaire de Ghosn : « Il y a quelque chose d'indécent vis-à-vis du personnel » Renault dont le salaire est bloqué. « Quand cette dérive va-t-elle cesser ? » a-t-il dénoncé.

Une intervention qui n'a pas troublé le PDG qui a rappelé que grâce à lui et à Nissan, les actionnaires de Renault vont toucher 508 millions de dividendes. Ce qui lui a valu les applaudissements de la salle. Il n'y a décidément rien à attendre de cette instance.

Micra promesse

D'après le bilan de Nissan pour 2012-2013 (l'année fiscale est décalée d'un trimestre au Japon par rapport à la France), ses ventes totales ont atteint 4,9 millions de véhicules (+1,4 %). Les 82 000 Nissan Micra promises pour Flins représentent donc 0,016 % de cette production.

Cette promesse ne risque pas de mettre Nissan sur la paille : son bénéfice net pour cette même année s'est élevé à 3,21 milliards d'euros (342 milliards de yens). Pour l'instant, elle rentre surtout dans le budget de communication de l'Alliance.

Heureusement que c'est la crise !

Les bénéfices dégagés par Nissan du 1^{er} janvier au 31 mars 2013 permettent à Renault d'engranger 433 millions d'euros. De quoi augmenter les salaires et embaucher !